



Communiqué commun des syndicats de la DGFiP Nouvelle journée d'actions le 27 mars !

Les plans d'austérité se succèdent en France, comme dans plusieurs pays européens, provoquant encore plus d'injustices dont les salariés sont les principales victimes.

Dans cette logique, **les fonctionnaires continuent d'être stigmatisés et malmenés**. En effet, au blocage de leurs carrières et de leur rémunérations, le gouvernement ajoute de nouvelles régressions : Institution d'un jour de carence en cas d'arrêt maladie (baisse de salaire) et réduction des droits en matière de jours RTT.

Pour sortir de la crise, **il faut des services publics de qualité et de proximité disposant des moyens nécessaires, notamment en emplois**.

4 ans après sa création, le 4 avril 2008, la DGFiP doit faire face à une augmentation de la charge de travail due à la multiplication des réformes et à l'accumulation record des suppressions d'emplois, plus de 25 000 en 10 ans. Dans le même temps, elle doit assurer des missions de premier plan au service des Finances Publiques (recette, dépense et contrôle).

Les syndicats de la DGFiP dressent donc un bilan négatif de la fusion Impôts/Trésor, voulue par N. Sarkozy et portée par Ph. Parini, sur les conditions d'exercice des missions d'accueil, de relations avec les collectivités territoriales, de proximité physique du service public et sur les conditions de vie au travail.

Mobilisés depuis plusieurs mois contre les suppressions d'emplois et pour la satisfaction des revendications de la plateforme unitaire, les agents de la DGFiP ont largement participé aux actions locales de cet hiver, notamment lors des CT locaux Emplois, et à la grève nationale du 2 février, avec près d'1 agent sur 3 en grève, chiffre très significatif pour un appel spécifique DGFiP.

Tout en reconnaissant l'ampleur du mécontentement et la persistance de la mobilisation, le Directeur Général et la ministre du Budget ont refusé l'ouverture de négociations, en particulier sur l'emploi. Philippe Parini entend même lancer de nouvelles restructuration sur le cadastre (CDI/CDIF), les missions patrimoniales (CH, FI, enregistrement), le réseau des trésoreries hospitalières, etc.... Pressé par les échéances électorales et par les rapports (IGF, Cour des Comptes, Parlement,...), le DG accélère le pas et lance de nouveaux chantiers, tout en refusant de confronter son bilan à la réalité quotidienne vécue par les agents.

Les syndicats ont donc décidé de faire du mardi 27 mars 2012 une nouvelle journée nationale d'actions à la DGFiP pour :

- continuer le combat engagé pour l'emploi et sur la plateforme revendicative unitaire ;
- exiger un bilan contradictoire à la veille de l'anniversaire des 4 ans de la DGFiP ;
- contrer les mesures de régression, en particulier celles visant les fonctionnaires malades avant que les circulaires d'application à la DGFiP soient rédigées ;
- rappeler à nos concitoyens l'importance que les missions et les emplois de l'administration des Finances Publiques ont pour la citoyenneté et la justice sociale.

4 ans après la fusion DGI/DGCP, les mauvais coups et les déclarations politiques ne s'arrêtant pas, les agents de la DGFiP ne doivent pas attendre pour se faire entendre !

Le dogme du non remplacement des fonctionnaires partant à la retraite, voulu par les politiques qui ont mis en place la RGPP, aggravé par la règle du « un sur deux », devenu « deux sur trois » à la DGFiP, doit cesser.

Le 27 mars, les syndicats de la DGFiP appellent tous les agents de la DGFiP à :

- se réunir pour rédiger leur bilan de la mise en place de la DGFiP ;
- le porter ensemble aux directions locales et auprès des citoyens (tract au public, conférence de presse, ...)
- se réunir, partout, dans l'unité, dès le 28 mars pour débattre de la suite des modalités d'actions à la DGFiP.